

zione contro gli infortuni, vale a dire a partire dal 1° gennaio 1984, tutte le malattie provocate esclusivamente o soprattutto dalla polvere di amianto saranno considerate malattie professionali ai sensi dell'articolo 9 della legge anzicitata.

3. Nel corso del 1983 apparirà una nuova lista dei VLC, nella quale il valore limite di concentrazione verrà fissato a 1 f/cm³ (attualmente è di 2 f/cm³).

4. Per motivi di economia e di politica sanitaria, si cerca universalmente di sostituire l'amianto con sostanze innocue. Oggi, in parecchi settori, il consumatore dispone già di prodotti equivalenti, privi di amianto. Ove non sia il caso, l'aumentato sviluppo ed impiego di nuovi attrezzi e metodi di lavorazione con scarsa formazione di polvere, come pure la descrizione dei prodotti e l'informazione del consumatore sui pericoli e sulle possibili misure di protezione diminuiscono il rischio.

A tal proposito, la Commissione federale dei veleni discute di un articolo nuovo per l'ordinanza sui veleni, secondo il quale bisogna applicare un segno d'avvertimento sugli attrezzi contenenti sostanze tossiche. Ciò permetterebbe di prescrivere per via legale anche una caratterizzazione degli attrezzi contenenti amianto. Il Consiglio federale è dell'avviso che lo sviluppo di un succedaneo integrale dell'amianto nel quadro di questo concetto possa essere incoraggiato, in modo che un divieto generalizzato divenga superfluo. Se ciò non dovesse verificarsi in singoli ambiti settoriali, si potrebbero imporre misure più severe in base alla futura legge sulla protezione dell'ambiente.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

Dichiarazione scritta del Consiglio federale

Déclaration écrite du Conseil fédéral

Il Consiglio federale propone di trasformare in postulato i punti 1c et 4. I rimanenti punti non verranno trattati e saranno respinti per i motivi seguenti, basati sull'articolo 35 capoverso 3 del Regolamento del Consiglio nazionale del 4 ottobre 1974:

ad 1a. Quando l'INSAI fissa i valori VCL, bisogna che la pericolosità dei vari tipi di amianto sia per principio presa in considerazione.

ad 1b. La base giuridica è sufficiente per impedire la costruzione di fabbriche per la lavorazione dell'amianto, di laboratori, depositi e simili nelle zone di abitazione.

ad 2. Dopo l'entrata in vigore della legge federale sull'assicurazione contro gli infortuni, ossia a partire dal 1° gennaio 1984, tutte le malattie provocate esclusivamente o soprattutto dalla polvere di amianto saranno considerate malattie professionali.

ad 3. Nel corso del 1983, l'attuale valore VCL per la polvere di amianto verrà abbassato da 2 fibre ad 1 fibra per cm³.

Überwiesen gemäss Antrag des Bundesrates

Transmis selon la proposition du Conseil fédéral

Texte de la motion du 14 juin 1982

Le Conseil fédéral est invité à intervenir, de façon pressante, auprès de la ville et du canton de Berne pour que l'Ecole de langue française de Berne ait enfin à sa disposition les locaux scolaires qui lui permettent de remplir correctement sa mission.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Baechtold, Carobbio, Christinat, Dafflon, Forel, Gloor, Grobet, Herczog, Magnin, Mascarin, Meizoz, Robbiani, Ruffy, Vannay, Wilhelm (15)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Les différents partenaires appelés à se prononcer au sujet de l'Ecole de langue française de Berne (Confédération, canton et ville de Berne, Société de l'école de langue française) ont conclu les accords nécessaires en vue de doter la Communauté de langue française de la capitale des équipements scolaires qu'elle ne cesse de réclamer, avec raison, depuis de nombreuses années. La construction d'un nouveau bâtiment d'école a été promise; le maître d'œuvre doit en être le canton de Berne. Mais la ville de Berne doit lui céder un terrain propice à la construction. Or, la ville ne semble pas être très pressée de procéder à cette cession et de donner ainsi une suite favorable aux vœux exprimés par les institutions intéressées. De plus, dans l'attente du nouveau collège, des mesures d'urgence devraient être prises pour doter l'actuel bâtiment d'école des équipements minimums respectant les conditions d'hygiène et de sécurité élémentaires.

Les responsables de l'Ecole de langue française ne voient ainsi malheureusement rien venir. La Confédération doit donc se sentir autorisée à intervenir auprès des autorités bernoises pour les inviter à donner sans délai une suite concrète à leurs engagements concernant l'Ecole de langue française.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

Rapport écrit du Conseil fédéral

Etant donné l'état de vétusté de l'actuel bâtiment principal de l'Ecole de langue française (ELF), le Conseil fédéral insiste sur l'urgente nécessité d'un nouveau bâtiment scolaire. Avec une contribution de 40 pour cent, la Confédération participe pour une part non négligeable aux frais de construction et d'aménagement de la nouvelle école. Afin de parer aux difficultés immédiates, elle a aussi mis à sa disposition la Villa Clairmont qui peut accueillir plusieurs classes.

Le canton de Berne, après avoir obligeamment accepté de reprendre l'école, qui était privée jusqu'ici, a aussitôt engagé des pourparlers avec la ville de Berne afin de trouver un terrain approprié. Le Département fédéral de l'intérieur a obtenu les précisions suivantes:

1. La mise à disposition d'une parcelle pour l'Ecole de langue française exige certains sacrifices de la part de la ville de Berne, qui se voit contrainte de revoir en grande partie sa conception de l'aménagement à des fins scolaires dans le quartier «Oberes Murifeld». Des négociations longues et compliquées entre le canton, la ville et la commune bourgeoise ont abouti à un accord aux termes duquel la ville se déclare prête à renoncer en faveur de l'ELF, à la suite d'un concours de projets portant sur les divers programmes d'aménagement, a une partie importante de la parcelle 3872 sur laquelle elle possède un droit de préemption. Au printemps de 1983, la ville et le canton ont décidé d'ouvrir des crédits nécessaires à l'exécution du concours de projets. Les travaux communs pour la préparation du concours ont été engagés. Le programme d'aménagement des bâtiments et du terrain prévoit une superficie d'environ 15 000 m² carré pour une école primaire et secondaire avec jardin d'enfants. Sur le reste de la parcelle, la ville compte aménager un terrain de sport qui pourra être utilisé en commun avec l'Ecole de langue française. Selon les estimations des autorités cantonales, les frais de construction s'élèveront à quelque 10 millions de francs. Si le programme est

82.409

Motion Crevoisier

Französische Schule in Bern

Ecole de langue française de Berne

Wortlaut der Motion vom 14. Juni 1982

Der Bundesrat wird eingeladen, bei Stadt und Kanton Bern mit Nachdruck darauf zu dringen, dass der Französischen Schule in Bern endlich Schulräume zur Verfügung gestellt werden, die es ihr erlauben, ihre Aufgabe richtig zu erfüllen.

exécuté selon les prévisions, les échéances s'échelonnent de la manière suivante:

- jusqu'à novembre 1983: établissement d'un avant-projet, analyse et révision devant servir de base à la délimitation définitive du terrain nécessaire;
- fin 1983: renonciation de la ville de Berne à son droit de préemption et acquisition par le canton de Berne;
- session de mai 1984: arrêté d'exécution du Grand Conseil du canton de Berne (crédit);
- mars 1985: début des travaux;
- automne 1987: ouverture du nouveau bâtiment.

2. Dans son développement, le conseiller national Crevoisier a fait observer en outre que des mesures d'urgence devraient être prises pour doter l'actuel bâtiment d'école des équipements minimums respectant les conditions d'hygiène et de sécurité élémentaires.

Le canton de Berne est devenu propriétaire de l'immeuble le 15 avril 1983 seulement. Les représentants des Départements de l'instruction publique et des travaux publics du canton ont aussitôt fait les constats nécessaires et établi une évaluation de l'immeuble en vue des futurs travaux d'entretien. Le canton assure que toutes les mesures de sécurité et d'hygiène seront prises dans la mesure où elles se justifient étant donné le temps limité pendant lequel le bâtiment sera encore occupé par l'école. Il est probable que les moyens financiers nécessaires à cette fin devront être mis à disposition en dehors du budget ordinaire.

Le Conseil fédéral constate que, compte tenu des complications, le canton et la ville de Berne ont pris les mesures qui s'imposaient pour parvenir à une solution, aussi rapidement que possible, des problèmes de planification et de construction. Il n'y a pas de raison de douter que le projet sera traité de manière tout aussi expéditive à l'avenir également par tous les milieux intéressés, et ce en pleine conscience de son caractère de grande urgence.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

Déclaration écrite du Conseil fédéral

La demande de l'auteur de la motion, tendant à ce que les projets du nouveau bâtiment de l'ELF soient établis avec diligence, est satisfaite. Le Conseil fédéral n'a donc pas de raison d'intervenir. Aussi propose-t-il, conformément à l'article 35, 3^e alinéa, du Règlement du Conseil national, de classer la motion comme étant sans objet. Il exprime l'espoir que tous les efforts entrepris jusqu'à présent seront poursuivis de manière résolue et permettront de toucher rapidement au but.

Abgeschrieben – Classé

83.389

**Motion der christlichdemokratischen Fraktion
Regierungsrichtlinien. Jugendpolitik
Motion du groupe démocrate-chrétien.
Grandes lignes de la politique gouvernementale.
Politique de la jeunesse**

Wortlaut der Motion vom 16. März 1983

Obschon Jugendpolitik primär Sache der Kantone und der Gemeinden bleiben muss, obliegt dem Bund die Verantwortung für die Anerkennung und die Schaffung geeigneter Rahmenbedingungen. Der Bundesrat wird deshalb eingeladen, Massnahmen zur Förderung der Jugendpolitik in die Regierungsrichtlinien aufzunehmen.

Texte de la motion du 16 mars 1983

Quoique la politique de la jeunesse relève avant tout des cantons et des communes, état de choses qui doit être maintenu, il incombe au Gouvernement fédéral de déterminer et de créer le cadre général approprié. Nous prions donc le Conseil fédéral d'inclure dans les Grandes lignes de sa politique des mesures de nature à promouvoir une politique de la jeunesse.

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Jugendpolitik ist mehr als ein Bündel von Massnahmen zugunsten der Jugend, mehr auch als eine sogenannte Politik für und mit der Jugend.

Konkrete Jugendpolitik ist primär eine Grundhaltung, ist Voraussetzung und Inhalt zugleich. Jugendpolitik sollte als Bereitschaft verstanden werden, die Bedürfnisse, Interessen und Anliegen der jungen Generation überhaupt zu beachten und dann auch anzuerkennen. Es geht um eine Öffnung, die wichtiger ist als blosses äusseres Handeln, denn sie bildet auch die unabdingbare Voraussetzung für echte und glaubwürdige Massnahmen.

Jugendpolitik bedeutet auch teilhaben lassen. Dies kann indes nicht ohne Opfer geschehen, denn es bedeutet auch, dass der Jugend eine Mitbestimmung zugestanden wird. Konkrete Jugendpolitik ist nur dann grundsätzlich wirksam, wenn Jugendliche an den Entscheidungsprozessen in Staat und Gesellschaft wirklich und wirksam beteiligt sind, in die tragende Verantwortung einbezogen werden. Hierfür braucht es neben der bereits erwähnten Grundhaltung auf der einen die Befähigung auf der anderen Seite. Deshalb sind Massnahmen zu fördern, welche zu dieser Befähigung beitragen.

Jugendpolitik bedeutet aber auch, dass beim politischen Handeln die Auswirkungen auf die kommenden Generationen überdacht werden. Bei jeder Vorlage werden die Verfassungsmässigkeit, die finanziellen und personellen Auswirkungen überprüft und abgeschätzt. Jedem Entscheid geht ein Abwägen der politischen Opportunität voraus. Man fragt aber zuwenig nach den menschlichen Auswirkungen im allgemeinen und nach denjenigen auf die Generationen, die später mit den heute getroffenen Entscheidungen leben müssen.

Obschon Jugendpolitik Sache der Kantone und der Gemeinden bleiben soll, obliegt dem Bund, Rahmenbedingungen zu schaffen, um deren Förderung zu gewährleisten. Dennoch bleibt das Unterfangen, Jugendpolitik auf eidgenössischer Ebene zu betreiben, schwierig, da heute die nötigen Verfassungsgrundlagen für eine zukunftsweisende Jugendpolitik fehlen.

So fehlen zum Beispiel:

- eine Verfassungsgrundlage für eine umfassende und eine zeitgerechte Bildungspolitik
- und eine explizite Verfassungsgrundlage für die sinnvolle Gestaltung einer gesamtschweizerischen Politik, in welcher die Jugendarbeit im weitesten Sinne sowie die Erwachsenenbildung und insbesondere die soziokulturelle Animation eine wichtige Säule bilden.

Bereits vor mehr als zehn Jahren hat der Bundesrat versucht, der Jugendpolitik eine neue Grundlage zu geben und sie zu beleben, indem er die Expertenkommission Gut eingesetzt hat. Aber von den Empfehlungen dieser Expertenkommission Gut aus dem Jahre 1973 konnte der Bundesrat nur eine einzige in die Tat umsetzen: Am 5. Juni 1978 beschloss er, eine ständige ausserparlamentarische Kommission für Jugendfragen einzusetzen, und gab ihr den Auftrag, sich mit den Fragen zu befassen, welche die Situation der Jugend in der Schweiz betreffen, Vorschläge auszuarbeiten sowie zu den Entwürfen wichtiger bundesrechtlicher Vorschriften Stellung zu nehmen.

Die Kommission nutzte das ihr zustehende Recht zur Meinungsäusserung aus eigener Initiative und gelangte bisher mit folgenden Publikationen an die Öffentlichkeit:

- Stellungnahme zum Entwurf der Expertenkommission für

Motion Crevoisier Französische Schule in Bern

Motion Crevoisier Ecole de langue française de Berne

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1983
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	15
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	82.409
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	24.06.1983 - 08:00
Date	
Data	
Seite	979-980
Page	
Pagina	
Ref. No	20 011 520